

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

24 avril 2025
Charlieu (Loire)

à l'attention de Monsieur le Député
Antoine Vermorel-Marques



Arthur Créhalet
Chargé d'affaires publiques
Association L214
CS20317
69363 Lyon 08 Cedex

Antoine Vermorel-Marques
Député de la 5e circonscription de la Loire
50 Rue Robert Barathon
42370 Renaison

Le 23.04.2025

Objet : Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Monsieur le Député,

J'attire votre attention sur notre enquête à l'abattoir de Charlieu situé sur votre circonscription. Je vous invite à prendre connaissance de nos images qui font état d'actes de maltraitances et de cruauté : moutons découpés vivants, vaches conscientes lors de la saignée malgré l'étourdissement, animaux frappés, mises à mort hors de la chaîne d'abattage, absence de test d'inconscience avant la saignée...

Nous demandons de ce fait la fermeture de l'abattoir de Charlieu, et nous portons plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Il s'agit du 3e abattoir de la région Auvergne-Rhône-Alpes faisant l'objet d'une enquête de L214 depuis le mois de novembre. Nous vous prions par conséquent d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs d'Auvergne-Rhône-Alpes et la publication des rapports d'inspection.

Daniel Bravo, ancien joueur de football international, est le porte-parole de cette enquête, il tient à vous transmettre ce message :

*« Ces images sont impensables à notre époque... Et j'apprends que la viande produite par cet abattoir est servie dans des écoles et des crèches : ne servons pas cette souffrance à nos enfants !
Il est de notre devoir, chacun à notre niveau, de combattre cette cruauté.
Je vous remercie d'appuyer les demandes de L214. »*

Nous serons attentifs à votre réaction publique à notre enquête et vous invitons à nous en faire part le cas échéant.

Enfin, pour sortir de ce modèle néfaste pour les animaux dont notre enquête est une illustration supplémentaire, nous vous invitons à appuyer nos demandes de réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous porterez à notre alerte.

Pour L214,
Arthur Créhalet

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Contexte :

- Abattoir de Charlieu
- Propriétaire : Communauté de Communes Charlieu Belmont
- Gestionnaire : DSP SAEM
- Images datant de janvier à avril 2025
- Vidéo d'enquête : <http://l214.com/abattoir-charlieu>
- Communiqué de presse de L214 :
<https://www.l214.com/communiqués/2025/04/24-enquete-abattoir-charlieu-loire/>

Maltraitements animales relevés :

- moutons découpés vivants,
- vaches et moutons conscients lors de la saignée alors qu'ils sont censés avoir été étourdis,
- opérateurs s'acharnant sur des vaches et des cochons en les frappant (dont des coups d'aiguillon électrique sur des parties du corps interdites),
- moutons voyant leurs congénères se faire tuer,
- cochons et moutons saignés se décrochent du convoyeur, puis sont traînés sur le sol avant d'être replacés sur la chaîne,
- mauvais placement de la pince à électroanesthésie automatique infligeant aux cochons des chocs électriques sans les étourdir,
- animaux abattus en dehors de la chaîne d'abattage sans être correctement immobilisés,
- aucun test d'inconscience n'est réalisé avant la saignée.

L214 :

- attend une réaction publique des représentants élus locaux à ces révélations, notamment :
 - demande au député Antoine Vermorel Marques et aux sénateurs de la Loire d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
 - demande à la Région, au Département et à la ville de Saint-Etienne de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de leurs restaurations collectives respectives le cas échéant ;
 - et, pour réduire ces maltraitements systémiques, demande plus globalement des politiques publiques visant la réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.
- demande la fermeture de l'abattoir de Charlieu ;
- demande un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
- porte plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Contact :

Politique

Arthur Créhalet

Chargé d'affaires publiques pour l'association L214

06 59 97 26 84

politique-national@l214.com

Enquête

Bérénice Riaux

Chargée des enquêtes

07 54 35 31 56

enquete-contact@l214.com

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

24 avril 2025
Charlieu (Loire)

à l'attention de Madame la Sénatrice
Cécile Cukierman



Arthur Créhalet
Chargé d'affaires publiques
Association L214
CS20317
69363 Lyon 08 Cedex

Cécile Cukierman
Sénatrice de la Loire
15 rue de Vaugirard
75291 Paris Cedex 06

Le 23.04.2025

Objet : Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Madame la Sénatrice,

J'attire votre attention sur notre enquête à l'abattoir de Charlieu situé dans votre département. Je vous invite à prendre connaissance de nos images qui font état d'actes de maltraitements et de cruauté : moutons découpés vivants, vaches conscientes lors de la saignée malgré l'étourdissement, animaux frappés, mises à mort hors de la chaîne d'abattage, absence de test d'inconscience avant la saignée...

Nous demandons de ce fait la fermeture de l'abattoir de Charlieu, et nous portons plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Il s'agit du 3e abattoir de la région Auvergne-Rhône-Alpes faisant l'objet d'une enquête de L214 depuis le mois de novembre. Nous vous prions par conséquent d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs d'Auvergne-Rhône-Alpes et la publication des rapports d'inspection.

Daniel Bravo, ancien joueur de football international, est le porte-parole de cette enquête, il tient à vous transmettre ce message :

*« Ces images sont impensables à notre époque... Et j'apprends que la viande produite par cet abattoir est servie dans des écoles et des crèches : ne servons pas cette souffrance à nos enfants !
Il est de notre devoir, chacun à notre niveau, de combattre cette cruauté.
Je vous remercie d'appuyer les demandes de L214. »*

Nous serons attentifs à votre réaction publique à notre enquête et vous invitons à nous en faire part le cas échéant.

Enfin, pour sortir de ce modèle néfaste pour les animaux dont notre enquête est une illustration supplémentaire, nous vous invitons à appuyer nos demandes de réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous porterez à notre alerte.

Pour L214,
Arthur Créhalet

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Contexte :

- Abattoir de Charlieu
- Propriétaire : Communauté de Communes Charlieu Belmont
- Gestionnaire : DSP SAEM
- Images datant de janvier à avril 2025
- Vidéo d'enquête : <http://l214.com/abattoir-charlieu>
- Communiqué de presse de L214 :
<https://www.l214.com/communiqués/2025/04/24-enquete-abattoir-charlieu-loire/>

Maltraitements animales relevés :

- moutons découpés vivants,
- vaches et moutons conscients lors de la saignée alors qu'ils sont censés avoir été étourdis,
- opérateurs s'acharnant sur des vaches et des cochons en les frappant (dont des coups d'aiguillon électrique sur des parties du corps interdites),
- moutons voyant leurs congénères se faire tuer,
- cochons et moutons saignés se décrochent du convoyeur, puis sont traînés sur le sol avant d'être replacés sur la chaîne,
- mauvais placement de la pince à électroanesthésie automatique infligeant aux cochons des chocs électriques sans les étourdir,
- animaux abattus en dehors de la chaîne d'abattage sans être correctement immobilisés,
- aucun test d'inconscience n'est réalisé avant la saignée.

L214 :

- attend une réaction publique des représentants élus locaux à ces révélations, notamment :
 - demande au député Antoine Vermorel Marques et aux sénateurs de la Loire d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
 - demande à la Région, au Département et à la ville de Saint-Etienne de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de leurs restaurations collectives respectives le cas échéant ;
 - et, pour réduire ces maltraitements systémiques, demande plus globalement des politiques publiques visant la réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.
- demande la fermeture de l'abattoir de Charlieu ;
- demande un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
- porte plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Contact :

Politique

Arthur Créhalet

Chargé d'affaires publiques pour l'association L214

06 59 97 26 84

politique-national@l214.com

Enquête

Bérénice Riaux

Chargée des enquêtes

07 54 35 31 56

enquete-contact@l214.com

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

24 avril 2025
Charlieu (Loire)

à l'attention de Monsieur le Sénateur
Hervé Reynaud



Arthur Créhalet
Chargé d'affaires publiques
Association L214
CS20317
69363 Lyon 08 Cedex

Hervé Reynaud
Sénateur de la Loire
15 rue de Vaugirard
75291 Paris Cedex 06

Le 23.04.2025

Objet : Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Monsieur le Sénateur,

J'attire votre attention sur notre enquête à l'abattoir de Charlieu situé dans votre département. Je vous invite à prendre connaissance de nos images qui font état d'actes de maltraitements et de cruauté : moutons découpés vivants, vaches conscientes lors de la saignée malgré l'étourdissement, animaux frappés, mises à mort hors de la chaîne d'abattage, absence de test d'inconscience avant la saignée...

Nous demandons de ce fait la fermeture de l'abattoir de Charlieu, et nous portons plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Il s'agit du 3e abattoir de la région Auvergne-Rhône-Alpes faisant l'objet d'une enquête de L214 depuis le mois de novembre. Nous vous prions par conséquent d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs d'Auvergne-Rhône-Alpes et la publication des rapports d'inspection..

Daniel Bravo, ancien joueur de football international, est le porte-parole de cette enquête, il tient à vous transmettre ce message :

*« Ces images sont impensables à notre époque... Et j'apprends que la viande produite par cet abattoir est servie dans des écoles et des crèches : ne servons pas cette souffrance à nos enfants !
Il est de notre devoir, chacun à notre niveau, de combattre cette cruauté.
Je vous remercie d'appuyer les demandes de L214. »*

Nous serons attentifs à votre réaction publique à notre enquête et vous invitons à nous en faire part le cas échéant.

Enfin, pour sortir de ce modèle néfaste pour les animaux dont notre enquête est une illustration supplémentaire, nous vous invitons à appuyer nos demandes de réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous porterez à notre alerte.

Pour L214,
Arthur Créhalet

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Contexte :

- Abattoir de Charlieu
- Propriétaire : Communauté de Communes Charlieu Belmont
- Gestionnaire : DSP SAEM
- Images datant de janvier à avril 2025
- Vidéo d'enquête : <http://l214.com/abattoir-charlieu>
- Communiqué de presse de L214 :
<https://www.l214.com/communiqués/2025/04/24-enquete-abattoir-charlieu-loire/>

Maltraitements animales relevés :

- moutons découpés vivants,
- vaches et moutons conscients lors de la saignée alors qu'ils sont censés avoir été étourdis,
- opérateurs s'acharnant sur des vaches et des cochons en les frappant (dont des coups d'aiguillon électrique sur des parties du corps interdites),
- moutons voyant leurs congénères se faire tuer,
- cochons et moutons saignés se décrochent du convoyeur, puis sont traînés sur le sol avant d'être replacés sur la chaîne,
- mauvais placement de la pince à électroanesthésie automatique infligeant aux cochons des chocs électriques sans les étourdir,
- animaux abattus en dehors de la chaîne d'abattage sans être correctement immobilisés,
- aucun test d'inconscience n'est réalisé avant la saignée.

L214 :

- attend une réaction publique des représentants élus locaux à ces révélations, notamment :
 - demande au député Antoine Vermorel Marques et aux sénateurs de la Loire d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
 - demande à la Région, au Département et à la ville de Saint-Etienne de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de leurs restaurations collectives respectives le cas échéant ;
 - et, pour réduire ces maltraitements systémiques, demande plus globalement des politiques publiques visant la réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.
- demande la fermeture de l'abattoir de Charlieu ;
- demande un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
- porte plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Contact :

Politique

Arthur Créhalet

Chargé d'affaires publiques pour l'association L214

06 59 97 26 84

politique-national@l214.com

Enquête

Bérénice Riaux

Chargée des enquêtes

07 54 35 31 56

enquete-contact@l214.com

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

24 avril 2025
Charlieu (Loire)

à l'attention de Monsieur le Sénateur
Jean-Claude Tissot



Arthur Créhalet
Chargé d'affaires publiques
Association L214
CS20317
69363 Lyon 08 Cedex

Jean-Claude Tissot
Sénateur de la Loire
15 rue de Vaugirard
75291 Paris Cedex 06

Le 23.04.2025

Objet : Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Monsieur le Sénateur,

J'attire votre attention sur notre enquête à l'abattoir de Charlieu situé dans votre département. Je vous invite à prendre connaissance de nos images qui font état d'actes de maltraitances et de cruauté : moutons découpés vivants, vaches conscientes lors de la saignée malgré l'étourdissement, animaux frappés, mises à mort hors de la chaîne d'abattage, absence de test d'inconscience avant la saignée...

Nous demandons de ce fait la fermeture de l'abattoir de Charlieu, et nous portons plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Il s'agit du 3e abattoir de la région Auvergne-Rhône-Alpes faisant l'objet d'une enquête de L214 depuis le mois de novembre. Nous vous prions par conséquent d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs d'Auvergne-Rhône-Alpes et la publication des rapports d'inspection.

Daniel Bravo, ancien joueur de football international, est le porte-parole de cette enquête, il tient à vous transmettre ce message :

*« Ces images sont impensables à notre époque... Et j'apprends que la viande produite par cet abattoir est servie dans des écoles et des crèches : ne servons pas cette souffrance à nos enfants !
Il est de notre devoir, chacun à notre niveau, de combattre cette cruauté.
Je vous remercie d'appuyer les demandes de L214. »*

Nous serons attentifs à votre réaction publique à notre enquête et vous invitons à nous en faire part le cas échéant.

Enfin, pour sortir de ce modèle néfaste pour les animaux dont notre enquête est une illustration supplémentaire, nous vous invitons à appuyer nos demandes de réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous porterez à notre alerte.

Pour L214,
Arthur Créhalet

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Contexte :

- Abattoir de Charlieu
- Propriétaire : Communauté de Communes Charlieu Belmont
- Gestionnaire : DSP SAEM
- Images datant de janvier à avril 2025
- Vidéo d'enquête : <http://l214.com/abattoir-charlieu>
- Communiqué de presse de L214 :
<https://www.l214.com/communiqués/2025/04/24-enquete-abattoir-charlieu-loire/>

Maltraitements animales relevés :

- moutons découpés vivants,
- vaches et moutons conscients lors de la saignée alors qu'ils sont censés avoir été étourdis,
- opérateurs s'acharnant sur des vaches et des cochons en les frappant (dont des coups d'aiguillon électrique sur des parties du corps interdites),
- moutons voyant leurs congénères se faire tuer,
- cochons et moutons saignés se décrochent du convoyeur, puis sont traînés sur le sol avant d'être replacés sur la chaîne,
- mauvais placement de la pince à électroanesthésie automatique infligeant aux cochons des chocs électriques sans les étourdir,
- animaux abattus en dehors de la chaîne d'abattage sans être correctement immobilisés,
- aucun test d'inconscience n'est réalisé avant la saignée.

L214 :

- attend une réaction publique des représentants élus locaux à ces révélations, notamment :
 - demande au député Antoine Vermorel Marques et aux sénateurs de la Loire d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
 - demande à la Région, au Département et à la ville de Saint-Etienne de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de leurs restaurations collectives respectives le cas échéant ;
 - et, pour réduire ces maltraitements systémiques, demande plus globalement des politiques publiques visant la réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.
- demande la fermeture de l'abattoir de Charlieu ;
- demande un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
- porte plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Contact :

Politique

Arthur Créhalet

Chargé d'affaires publiques pour l'association L214

06 59 97 26 84

politique-national@l214.com

Enquête

Bérénice Riaux

Chargée des enquêtes

07 54 35 31 56

enquete-contact@l214.com

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

24 avril 2025
Charlieu (Loire)

à l'attention de Monsieur le Sénateur
Pierre Jean Rochette



Arthur Créhalet
Chargé d'affaires publiques
Association L214
CS20317
69363 Lyon 08 Cedex

Pierre Jean Rochette
Sénateur de la Loire
15 rue de Vaugirard
75291 Paris Cedex 06

Le 23.04.2025

Objet : Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Monsieur le Sénateur,

J'attire votre attention sur notre enquête à l'abattoir de Charlieu situé dans votre département. Je vous invite à prendre connaissance de nos images qui font état d'actes de maltraitances et de cruauté : moutons découpés vivants, vaches conscientes lors de la saignée malgré l'étourdissement, animaux frappés, mises à mort hors de la chaîne d'abattage, absence de test d'inconscience avant la saignée...

Nous demandons de ce fait la fermeture de l'abattoir de Charlieu, et nous portons plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Il s'agit du 3e abattoir de la région Auvergne-Rhône-Alpes faisant l'objet d'une enquête de L214 depuis le mois de novembre. Nous vous prions par conséquent d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs d'Auvergne-Rhône-Alpes et la publication des rapports d'inspection.

Daniel Bravo, ancien joueur de football international, est le porte-parole de cette enquête, il tient à vous transmettre ce message :

*« Ces images sont impensables à notre époque... Et j'apprends que la viande produite par cet abattoir est servie dans des écoles et des crèches : ne servons pas cette souffrance à nos enfants !
Il est de notre devoir, chacun à notre niveau, de combattre cette cruauté.
Je vous remercie d'appuyer les demandes de L214. »*

Nous serons attentifs à votre réaction publique à notre enquête et vous invitons à nous en faire part le cas échéant.

Enfin, pour sortir de ce modèle néfaste pour les animaux dont notre enquête est une illustration supplémentaire, nous vous invitons à appuyer nos demandes de réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous porterez à notre alerte.

Pour L214,
Arthur Créhalet

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Contexte :

- Abattoir de Charlieu
- Propriétaire : Communauté de Communes Charlieu Belmont
- Gestionnaire : DSP SAEM
- Images datant de janvier à avril 2025
- Vidéo d'enquête : <http://l214.com/abattoir-charlieu>
- Communiqué de presse de L214 :
<https://www.l214.com/communiqués/2025/04/24-enquete-abattoir-charlieu-loire/>

Maltraitements animales relevés :

- moutons découpés vivants,
- vaches et moutons conscients lors de la saignée alors qu'ils sont censés avoir été étourdis,
- opérateurs s'acharnant sur des vaches et des cochons en les frappant (dont des coups d'aiguillon électrique sur des parties du corps interdites),
- moutons voyant leurs congénères se faire tuer,
- cochons et moutons saignés se décrochent du convoyeur, puis sont traînés sur le sol avant d'être replacés sur la chaîne,
- mauvais placement de la pince à électroanesthésie automatique infligeant aux cochons des chocs électriques sans les étourdir,
- animaux abattus en dehors de la chaîne d'abattage sans être correctement immobilisés,
- aucun test d'inconscience n'est réalisé avant la saignée.

L214 :

- attend une réaction publique des représentants élus locaux à ces révélations, notamment :
 - demande au député Antoine Vermorel Marques et aux sénateurs de la Loire d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
 - demande à la Région, au Département et à la ville de Saint-Etienne de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de leurs restaurations collectives respectives le cas échéant ;
 - et, pour réduire ces maltraitements systémiques, demande plus globalement des politiques publiques visant la réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.
- demande la fermeture de l'abattoir de Charlieu ;
- demande un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
- porte plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Contact :

Politique

Arthur Créhalet

Chargé d'affaires publiques pour l'association L214

06 59 97 26 84

politique-national@l214.com

Enquête

Bérénice Riaux

Chargée des enquêtes

07 54 35 31 56

enquete-contact@l214.com

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

24 avril 2025
Charlieu (Loire)

à l'attention de Monsieur le Président
Fabrice Pannekoucke



Erwin Goeller
Chargé d'affaires publiques
Association L214
CS20317
69363 Lyon 08 Cedex

Fabrice Pannekoucke
Président de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Hôtel de Région
101 cours Charlemagne
69002 Lyon Cedex 02

Le 23.04.2025

Objet : Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Monsieur le Président,

J'attire votre attention sur notre enquête à l'abattoir de Charlieu situé dans votre région. Je vous invite à prendre connaissance de nos images qui font état d'actes de maltraitances et de cruauté : moutons découpés vivants, vaches conscientes lors de la saignée malgré l'étourdissement, animaux frappés, mises à mort hors de la chaîne d'abattage, absence de test d'inconscience avant la saignée...

Nous demandons de ce fait la fermeture de l'abattoir de Charlieu, et nous portons plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Il s'agit du 3e abattoir de la région Auvergne-Rhône-Alpes faisant l'objet d'une enquête de L214 depuis le mois de novembre. Nous vous prions par conséquent d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs avec publication des rapports d'inspection, et de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de votre restauration collective le cas échéant.

Daniel Bravo, ancien joueur de football international, est le porte-parole de cette enquête, il tient à vous transmettre ce message :

*« Ces images sont impensables à notre époque... Et j'apprends que la viande produite par cet abattoir est servie dans des écoles et des crèches : ne servons pas cette souffrance à nos enfants !
Il est de notre devoir, chacun à notre niveau, de combattre cette cruauté.
Je vous remercie d'appuyer les demandes de L214. »*

Nous serons attentifs à votre réaction publique à notre enquête et vous invitons à nous en faire part le cas échéant.

Enfin, pour sortir de ce modèle néfaste pour les animaux dont notre enquête est une illustration supplémentaire, nous vous invitons à appuyer nos demandes de réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous porterez à notre alerte.

Pour L214,
Erwin Goeller

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Contexte :

- Abattoir de Charlieu
- Propriétaire : Communauté de Communes Charlieu Belmont
- Gestionnaire : DSP SAEM
- Images datant de janvier à avril 2025
- Vidéo d'enquête : <http://l214.com/abattoir-charlieu>
- Communiqué de presse de L214 :
<https://www.l214.com/communiqués/2025/04/24-enquete-abattoir-charlieu-loire/>

Maltraitements animales relevés :

- moutons découpés vivants,
- vaches et moutons conscients lors de la saignée alors qu'ils sont censés avoir été étourdis,
- opérateurs s'acharnant sur des vaches et des cochons en les frappant (dont des coups d'aiguillon électrique sur des parties du corps interdites),
- moutons voyant leurs congénères se faire tuer,
- cochons et moutons saignés se décrochent du convoyeur, puis sont traînés sur le sol avant d'être replacés sur la chaîne,
- mauvais placement de la pince à électroanesthésie automatique infligeant aux cochons des chocs électriques sans les étourdir,
- animaux abattus en dehors de la chaîne d'abattage sans être correctement immobilisés,
- aucun test d'inconscience n'est réalisé avant la saignée.

L214 :

- attend une réaction publique des représentants élus locaux à ces révélations, notamment :
 - demande au député Antoine Vermorel Marques et aux sénateurs de la Loire d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
 - demande à la Région, au Département et à la ville de Saint-Etienne de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de leurs restaurations collectives respectives le cas échéant ;
 - et, pour réduire ces maltraitements systémiques, demande plus globalement des politiques publiques visant la réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.
- demande la fermeture de l'abattoir de Charlieu ;
- demande un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
- porte plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Contact :

Politique

Erwin Goeller

Chargé d'affaires publiques pour l'association L214

07 85 68 15 78

politique-local@l214.com

Enquête

Bérénice Riaux

Chargée des enquêtes

07 54 35 31 56

enquete-contact@l214.com

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

24 avril 2025
Charlieu (Loire)

à l'attention de Monsieur le Président
Georges Ziegler



Erwin Goeller
Chargé d'affaires publiques
Association L214
CS20317
69363 Lyon 08 Cedex

Georges Ziegler
Président du département de la Loire
Hôtel du Département
2 rue Charles de Gaulle
42022 Saint-Etienne Cedex 1

Le 23.04.2025

Objet : Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Monsieur le Président,

J'attire votre attention sur notre enquête à l'abattoir de Charlieu situé dans votre département. Je vous invite à prendre connaissance de nos images qui font état d'actes de maltraitances et de cruauté : moutons découpés vivants, vaches conscientes lors de la saignée malgré l'étourdissement, animaux frappés, mises à mort hors de la chaîne d'abattage, absence de test d'inconscience avant la saignée...

Nous demandons de ce fait la fermeture de l'abattoir de Charlieu, et nous portons plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Nous vous prions par conséquent de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de votre restauration collective le cas échéant.

Daniel Bravo, ancien joueur de football international, est le porte-parole de cette enquête, il tient à vous transmettre ce message :

*« Ces images sont impensables à notre époque... Et j'apprends que la viande produite par cet abattoir est servie dans des écoles et des crèches : ne servons pas cette souffrance à nos enfants !
Il est de notre devoir, chacun à notre niveau, de combattre cette cruauté.
Je vous remercie d'appuyer les demandes de L214. »*

Nous serons attentifs à votre réaction publique à notre enquête et vous invitons à nous en faire part le cas échéant.

Enfin, pour sortir de ce modèle néfaste pour les animaux dont notre enquête est une illustration supplémentaire, nous vous invitons à appuyer nos demandes de réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous porterez à notre alerte.

Pour L214,
Erwin Goeller

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Contexte :

- Abattoir de Charlieu
- Propriétaire : Communauté de Communes Charlieu Belmont
- Gestionnaire : DSP SAEM
- Images datant de janvier à avril 2025
- Vidéo d'enquête : <http://l214.com/abattoir-charlieu>
- Communiqué de presse de L214 :
<https://www.l214.com/communiqués/2025/04/24-enquete-abattoir-charlieu-loire/>

Maltraitements animales relevés :

- moutons découpés vivants,
- vaches et moutons conscients lors de la saignée alors qu'ils sont censés avoir été étourdis,
- opérateurs s'acharnant sur des vaches et des cochons en les frappant (dont des coups d'aiguillon électrique sur des parties du corps interdites),
- moutons voyant leurs congénères se faire tuer,
- cochons et moutons saignés se décrochent du convoyeur, puis sont traînés sur le sol avant d'être replacés sur la chaîne,
- mauvais placement de la pince à électroanesthésie automatique infligeant aux cochons des chocs électriques sans les étourdir,
- animaux abattus en dehors de la chaîne d'abattage sans être correctement immobilisés,
- aucun test d'inconscience n'est réalisé avant la saignée.

L214 :

- attend une réaction publique des représentants élus locaux à ces révélations, notamment :
 - demande au député Antoine Vermorel Marques et aux sénateurs de la Loire d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
 - demande à la Région, au Département et à la ville de Saint-Etienne de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de leurs restaurations collectives respectives le cas échéant ;
 - et, pour réduire ces maltraitements systémiques, demande plus globalement des politiques publiques visant la réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.
- demande la fermeture de l'abattoir de Charlieu ;
- demande un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
- porte plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Contact :

Politique

Erwin Goeller

Chargé d'affaires publiques pour l'association L214

07 85 68 15 78

politique-local@l214.com

Enquête

Bérénice Riaux

Chargée des enquêtes

07 54 35 31 56

enquete-contact@l214.com

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

24 avril 2025
Charlieu (Loire)

à l'attention de Monsieur le Maire
Gaël Perdriau



Erwin Goeller
Chargé d'affaires publiques
Association L214
CS20317
69363 Lyon 08 Cedex

Gaël Perdriau
Maire de Saint-Etienne
Place de l'Hôtel-de-Ville
Saint-Etienne Cedex 1

Le 23.04.2025

Objet : Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Monsieur le Maire,

J'attire votre attention sur notre enquête à l'abattoir de Charlieu situé dans votre département. Je vous invite à prendre connaissance de nos images qui font état d'actes de maltraitements et de cruauté : moutons découpés vivants, vaches conscientes lors de la saignée malgré l'étourdissement, animaux frappés, mises à mort hors de la chaîne d'abattage, absence de test d'inconscience avant la saignée...

Nous demandons de ce fait la fermeture de l'abattoir de Charlieu, et nous portons plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Nous vous prions par conséquent de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de votre restauration collective le cas échéant.

Daniel Bravo, ancien joueur de football international, est le porte-parole de cette enquête, il tient à vous transmettre ce message :

*« Ces images sont impensables à notre époque... Et j'apprends que la viande produite par cet abattoir est servie dans des écoles et des crèches : ne servons pas cette souffrance à nos enfants !
Il est de notre devoir, chacun à notre niveau, de combattre cette cruauté.
Je vous remercie d'appuyer les demandes de L214. »*

Nous serons attentifs à votre réaction publique à notre enquête et vous invitons à nous en faire part le cas échéant.

Enfin, pour sortir de ce modèle néfaste pour les animaux dont notre enquête est une illustration supplémentaire, nous vous invitons à appuyer nos demandes de réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous porterez à notre alerte.

Pour L214,
Erwin Goeller

Enquête de L214 à l'abattoir de Charlieu

Contexte :

- Abattoir de Charlieu
- Propriétaire : Communauté de Communes Charlieu Belmont
- Gestionnaire : DSP SAEM
- Images datant de janvier à avril 2025
- Vidéo d'enquête : <http://l214.com/abattoir-charlieu>
- Communiqué de presse de L214 :
<https://www.l214.com/communiqués/2025/04/24-enquete-abattoir-charlieu-loire/>

Maltraitements animales relevés :

- moutons découpés vivants,
- vaches et moutons conscients lors de la saignée alors qu'ils sont censés avoir été étourdis,
- opérateurs s'acharnant sur des vaches et des cochons en les frappant (dont des coups d'aiguillon électrique sur des parties du corps interdites),
- moutons voyant leurs congénères se faire tuer,
- cochons et moutons saignés se décrochent du convoyeur, puis sont traînés sur le sol avant d'être replacés sur la chaîne,
- mauvais placement de la pince à électroanesthésie automatique infligeant aux cochons des chocs électriques sans les étourdir,
- animaux abattus en dehors de la chaîne d'abattage sans être correctement immobilisés,
- aucun test d'inconscience n'est réalisé avant la saignée.

L214 :

- attend une réaction publique des représentants élus locaux à ces révélations, notamment :
 - demande au député Antoine Vermorel Marques et aux sénateurs de la Loire d'interpeller la préfète de la région pour un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
 - demande à la Région, au Département et à la ville de Saint-Etienne de suspendre l'approvisionnement provenant de l'abattoir de Charlieu de leurs restaurations collectives respectives le cas échéant ;
 - et, pour réduire ces maltraitements systémiques, demande plus globalement des politiques publiques visant la réduction de consommation de produits d'origine animale afin de réduire de moitié le nombre d'animaux tués d'ici 2030.
- demande la fermeture de l'abattoir de Charlieu ;
- demande un audit de l'ensemble des abattoirs de la région ;
- porte plainte auprès du procureur du tribunal judiciaire de Roanne pour cruauté, sévices graves et mauvais traitements.

Contact :

Politique

Erwin Goeller

Chargé d'affaires publiques pour l'association L214

07 85 68 15 78

politique-local@l214.com

Enquête

Bérénice Riaux

Chargée des enquêtes

07 54 35 31 56

enquete-contact@l214.com